

ILS EXIGENT UNE «GESTION DÉMOCRATIQUE» DE L'UNIVERSITÉ

Des milliers d'étudiants dans la rue à Béjaïa

Ils étaient plusieurs milliers d'étudiants à investir la rue dans la matinée d'hier à l'appel de la coordination locale des étudiants (CLE) de l'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa.

Soutenue par les enseignants universitaires de Béjaïa, la procession qui s'est ébranlée du campus Aboudaou vers le siège de la Wilaya a repris des slogans dénonçant «les attaques répétées contre l'université publique».

S'exprimant lors d'une prise de parole devant le siège de la Wilaya, les représentants de la CLE de Béjaïa ont réitéré l'exigence de l'accès sans conditions au master : «Nous avons des propositions claires et nous voulons des réponses concrètes», clame un membre du CLE.

Des propositions qui se résument entre autres en la demande de la tenue des états généraux pour l'évaluation des systèmes LMD et classique, un moratoire sur les universités, la reconnaissance des comités pédagogiques élus par les étudiants et la gestion démocratique de l'université.

«La réponse du Conseil des ministres ne répond nullement aux attentes légitimes des



Une imposante marche s'est ébranlée du campus Aboudaou.

étudiants et ne résout aucunement la crise profonde de l'Université algérienne, mais aggrave davantage la situation en confiant

l'autorité pédagogique aux recteurs, nous réduisant, nous étudiants, à des figurants spectateurs de la déchéance de notre ave-

nir», écrit la coordination locale des étudiants de Béjaïa dans sa déclaration.

Le collectif des enseignants universitaires a plaidé, de son côté, pour «la mise en place du principe électif dans l'occupation des postes de responsabilité pédagogique : élection des recteurs, doyens, chefs de départements...» tout en appelant au maintien «de la mobilisation pour une dynamique à même de poser et d'imposer les débats de fond sur les voies et moyens pour l'aboutissement à une université performante où le principe de la gestion démocratique garantira le respect de la norme pédagogique».

Par ailleurs, l'on a appris qu'une assemblée générale devait se tenir dans la soirée, d'hier, pour décider de la fin du mouvement de grève entamé depuis plus d'une quinzaine de jours et débattre d'autres actions de lutte pour maintenir la pression sur la tutelle jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

On apprend également qu'une initiative est en cours pour la création dans les prochains jours d'une coordination nationale des étudiants pour poursuivre «le combat dans l'unité» à travers l'ensemble des universités du pays.

A. Kersani

STATUT ET RÉGIME INDEMNITAIRE DES PRATICIENS SPÉCIALISTES

Le dossier accuse du retard

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) a tenu son conseil national, en fin de semaine dernière. Le syndicat interpelle le ministre de la Santé pour accélérer la promulgation du statut et du régime indemnitaire des médecins spécialistes.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Visiblement, la commission mixte SNPSSP-tutelle, installée, officiellement, le 25 janvier dernier, chargée de finaliser le projet d'amendement du statut particulier des praticiens spécialistes, tarde à donner ses résultats. Le travail entamé entre les deux parties devait être finalisé à la fin du mois dernier. Or, semble-t-il, la tutelle n'a pas tenu ses engagements.

Le Syndicat national des praticiens spécialistes (SNPSSP), qui a tenu son conseil

ordinaire jeudi et vendredi derniers, dénonce «le retard important accusé dans le traitement de ce dossier, ce qui porte préjudice à la santé publique et à la couverture sanitaire de la population, dans la mesure où cela contribue à aggraver le malaise social».

Le SNPSSP a appelé le ministère de la Santé à accélérer la promulgation du statut amendé et l'élaboration d'un régime indemnitaire qui réponde le mieux aux aspirations de la corporation. Le syndicat, qui souligne, dans un communiqué, que son conseil national reste ouvert, rappelle qu'il s'associe à l'Intersyndicale de la santé et au Conseil de l'ordre des médecins dans leur position sur la nouvelle loi sanitaire. Ces derniers exigent en effet une concertation «véritable» autour de ce projet qui va régir le secteur pendant plusieurs années. Les syndicats demandent au ministre de la Santé de

mettre à leur disposition l'avant-projet de loi aux fins d'enrichissement et de répondre au reste de leurs revendications, tournant essentiellement autour de la tenue du premier concours de graduation, en suspens depuis 2004, et du droit au logement de fonction.

Par ailleurs, le SNPSSP dénonce le rejet «illégal» par la Fonction publique de la demande de sa mise en conformité avec les trois grades et appelle le ministère à respecter la réglementation en vigueur régissant les établissements de santé. Au final, le SNPSSP réitère sa position de défense des libertés syndicales, d'expression et d'association et condamne l'utilisation de la violence pour réprimer ces droits.

Enfin, il s'associe et soutient toute initiative pacifique qui se réclame de ces principes et les défend.

S. A.

SANTÉ

Les syndicats autonomes reçus à la présidence

La mobilisation des différents syndicats autonomes de la santé publique et du Conseil de l'Ordre des médecins contre la nouvelle loi sanitaire a-t-elle été payante ? A priori, c'est le cas. Les syndicats ont été reçus, dimanche dernier, à la Présidence pour parler de leurs revendications.

Pour rappel, un rassemblement de protestation a été tenu mercredi dernier au CHU Mustapha-Pacha, à Alger, à l'appel des syndicats des professeurs et doctes, des maîtres-assistants, des praticiens spécialistes et généralistes ainsi que de celui des paramédicaux, avec l'appui du Conseil de l'Ordre des médecins. Ces derniers refusent de cautionner un avant-projet de loi sur la santé, à l'élaboration duquel ils n'ont pas été associés. Les syndicats rappellent qu'ils ont toujours appelé à

ce que le système de santé soit revu. Cependant, ils contestent la manière de faire du ministre de la Santé. «Une loi qui va régir le secteur pendant les trente prochaines années ne devrait pas se faire dans la précipitation», n'ont-ils cessé de répéter. Leur cri de colère semble avoir été entendu.

Selon le professeur Djidjli, représentant des professeurs et doctes, la Présidence s'est engagée à prendre en considération l'avis du partenaire social.

«Le directeur de cabinet nous a assurés que le gouvernement allait œuvrer pour que cela se passe dans de très bonnes conditions», nous dira-t-il. Ould Abbès serait-il contraint de revoir les propositions émises lors de la précédente Conférence nationale sur la santé ?

S. A.

ŒUVRES SOCIALES DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Une nouvelle organisation de gestion bientôt mise en place

La gestion des œuvres sociales de l'éducation sera désormais confiée à une nouvelle organisation. Celle-ci sera bientôt mise en place et regroupera les différents syndicats autonomes du secteur, a indiqué le ministère de l'Education, dans un communiqué rendu public.

Le monopole qu'exerçait, depuis 1994, la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation, affiliée à l'UGTA, sur ce dossier, est ainsi aboli. Hier, le ministre de l'Education nationale a présidé l'installation d'une commission intersyndicale chargée de mettre en œuvre cette nouvelle organisation.

Selon la même source, la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef) ainsi que le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), en concertation avec la tutelle, vont tenter de former, en toute transparence et de manière consensuelle, la nouvelle organisation pour la gestion des œuvres sociales.

Le département de Benbouzid rappelle que, compte tenu du gel, depuis août 2010, de l'ancien texte régissant la gestion des œuvres sociales du secteur, la nouvelle configuration de cette dernière devra être opérationnelle dans les meilleurs délais.

S. A.

SERVICE NATIONAL Régularisation des jeunes âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2011

Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a décidé de régulariser «définitivement» les jeunes citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2011 incorporables et qui ne l'ont pas été, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République. «Dans le cadre de l'assainissement de la situation des citoyens vis-à-vis du service national et en prolongement des mesures mises en œuvre pour la prise en charge des préoccupations des jeunes, Monsieur le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a décidé de régulariser définitivement le cas des jeunes citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2011 incorporables et qui ne l'ont pas été», précise le communiqué. «Les responsables concernés du ministère de la Défense nationale ont été instruits pour la mise en œuvre, durant l'année en cours, des mesures adéquates pour l'exécution de cette décision», ajoute-t-on de même source. Le communiqué de la présidence de la République indique, en outre, qu'un plan calendrier de régularisation des citoyens, concernés par cette mesure, sera diffusé dans les médias publics».

APS